

connu comme la doctrine des «représailles dévastatrices». La notion que le principal moyen d'empêcher les poussées soviétiques en Europe occidentale ne consisterait pas, à l'avenir, en troupes de l'OTAN munies d'armes classiques accompagnées de leur écran d'avions de combat et de leurs forces navales de support, mais plutôt en mesures du Commandement de l'aviation stratégique des États-Unis, prêt, à un moment d'avis, à lâcher ses armes explosives d'un bout à l'autre du continent sur cent centres ennemis, et plus, où il y a des habitations et des industries, ne plut pas à plusieurs des alliés de Washington. De ce nombre, le gouvernement du Canada fut le premier à révéler ses craintes et son appréhension. Monsieur Lester Pearson, Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, fit remarquer, dans une série de déclarations et de discours qui ont été publiés (et très probablement dans plusieurs dépêches confidentielles qui n'ont pas été publiées), que les représailles dévastatrices, bien loin de prévenir les attaques classiques, auraient plutôt pour effet de les provoquer: ni la conscience humaine ni le sens commun n'approuverait vraisemblablement la mort certaine d'une centaine ou plus de millions d'innocents, dont au moins la moitié vivent dans les pays attaqués, comme moyen de représailles contre un raid d'une division soviétique munie d'armes classiques. A moins que l'Ouest ne restât paralysé par l'énormité effroyable de sa force de représailles, il devait imaginer une nouvelle stratégie déterminant la punition à la mesure du crime, une stratégie maintenant la force dans des proportions convenables. Dans le livre qu'il publia en 1955, Monsieur Pearson écrit que «sauf dans le cas d'un accès réciproque d'anéantissement mutuel, on ne devrait utiliser les forces du monde libre que pour des objectifs politiques restreints, dont le principal sera de prévenir l'agression: ou, s'il y a agression, de la circonscrire, de la mâter et de préparer la voie à un accord de paix. Cela diffère de la doctrine de représailles dévastatrices».

En quoi il avait raison. Mais il existait toujours un fossé profond entre les buts fixés par les experts militaires de l'OTAN et le nombre réel des divisions armées que les états-membres étaient prêts à mettre à leur disposition. L'Alliance succomba à la tentation de s'appuyer sur la puissance de tir nucléaire pour rétablir l'équilibre entre ses propres forces et celles de l'Union soviétique (qui s'élevaient selon toute probabilité à 175 divisions). Fidèle à cette doctrine, le gouvernement canadien accepta en 1958 que la division aérienne de l'Aviation royale canadienne joue un rôle nucléaire en Europe occidentale. Les déclarations rassurantes relatives à la «guerre nucléaire tactique», la «mission de reconnaissance et d'attaque», ou «l'interdiction des champs de bataille» n'empêchèrent pas le sceptique de découvrir que la stratégie de contre-attaque dévastatrice, qui était tombée en désconsidération, était toujours en vigueur tout en ayant changé de nom et que le Canada contribuait à sa mise en pratique.

Même si le gouvernement avait accepté de jouer un rôle nucléaire, il refusa les armes nucléaires. Les raisons de ce refus sont complexes et même discutables. Elles s'expliquent par la scission au sein de l'opinion publique, par la présence dans le Cabinet d'un partisan influent et persuasif du délai d'acceptation, soit M. Howard Green, sous prétexte que le fait d'accepter les armes nucléaires avec trop d'empressement pourrait nuire aux perspectives de désarmement. Ces raisons s'ajoutaient à la difficulté du premier ministre du temps à prendre une décision, ce qui ne se manifestait pas seulement dans les questions nucléaires. Tandis que les ministres conservateurs luttèrent contre leurs propres électeurs, contre leur conscience et les uns contre les autres, les libéraux (et les néo-démocrates) étaient plus ou moins en faveur du renoncement aux armes atomiques. Mais en janvier 1963, il se produisit un revirement remarquable dans la ligne de conduite des partis de l'opposition. Dans une déclaration préparée avec soin, M. Pearson annonça que son parti